

505LM 446/7

8hh0

(1938-39)

8440

A

Organisation des régions économiques.

Décret du 28.9.38 (J.O. 1.10.38)
4 20.3.39 (J.O. 24. 3.39)
- 29.7.39 (J.O. 4. 8.39)

Organisation des régions économiques -

LOIS ET DECRETS (P. 9856)

PRESIDENCE DU CONSEIL

DECRET du 29 juillet 1939 portant modification de l'organisation des régions économiques.

Décret portant modification de l'organisation des régions économiques.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 29 juillet 1939.

Monsieur le Président,

Aux termes de la législation en vigueur, les régions économiques sont le cadre dans lequel la mobilisation industrielle est préparée dès le temps de paix. A ce titre elles sont, notamment, chargées de créer les groupements locaux de producteurs et de consommateurs qui satisferont en temps de guerre aux besoins des populations civiles.

En bref, elles sont les organismes par lesquels l'Etat assume en cas d'hostilités les activités économiques nécessaires au salut du pays.

On concevrait mal que des rouages aussi essentiels ne soient pas sous la dépendance directe du pouvoir central et que l'Etat dans le même temps, qu'il se reconnaît des attributions plus étendues, s'en dessaisisse pour en confier l'exercice à des agents qui relèvent seulement de lui par la voie d'une tutelle assez lâche.

Aussi avons-nous estimé indispensable de soumettre désormais à la nomination du ministre du commerce les secrétaires généraux des régions économiques, de leur adjoindre obligatoirement un secrétaire général adjoint et éventuellement un ou plusieurs secrétaires, et enfin de prévoir le contrôle de ces organismes par des inspecteurs dépendant directement du pouvoir central.

Par ailleurs, nous avons prévu que les secrétaires généraux des régions économiques seraient rémunérés sur le budget propre des régions et bénéficieraient du statut des agents de la chambre de commerce chef-lieu de la région.

Pour les mêmes motifs l'inspection des régions économiques a été dévolue à des agents actuels de l'administration centrale du ministère du commerce.

Nous vous prions, monsieur le Président, si vous partagez notre manière de voir, de revêtir le présent décret de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre du commerce et du ministre des finances,

Vu la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce,

Vu la loi du 13 avril 1938 tendant au redressement financier et économique du pays,

Vu le décret-loi du 14 juin 1938,

Vu le décret du 28 septembre 1938 portant réorganisation des régions économiques;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux,

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le secrétaire général de la région économique est nommé par le ministre du commerce sur une liste de candidats présentés par le président de la région intéressée. Il est révoqué par décision du ministre du commerce.

Le secrétaire général sera assisté d'un secrétaire général adjoint et, le cas

échéant, d'un ou de plusieurs secrétaires nommés par le ministre du commerce sur des listes de candidats présentés par le président de la région intéressée. Ils sont révoqués par décision du ministre du commerce.

Les traitements du secrétaire général, du secrétaire général adjoint et des secrétaires seront imputés sur le fonds du budget de la région économique pour laquelle ils constitueront une dépense obligatoire soumise à la procédure de l'inscription d'office.

Le personnel nommé par application du présent décret bénéficiera de plein droit du statut du personnel de la chambre de commerce, chef-lieu de la région. Les modes de recrutement, de rémunération de ce personnel, sont fixés par décision de l'assemblée des présidents de chambre de commerce, homologuée par le ministre du commerce. A défaut d'homologation dans un délai de 3 mois à compter de la publication du présent décret, les modes de recrutement et de rémunération seront fixés par arrêté du ministre du commerce.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément au deuxième paragraphe de l'article unique de la loi du 19 mars 1939.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel*.

Fait à Paris, le 29 juillet 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République,

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre du commerce,

PAUL GENTIN.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Lois et décrets (p. 3858)

DECRET du 20 mars 1939

MINISTÈRE DU COMMERCE

Organisation des régions économiques.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce
et du ministre des finances;

Vu la loi du 9 avril 1898 sur les cham-
bres de commerce;

Vu la loi du 13 avril 1938 tendant au
redressement financier et économique du
pays;

Vu le décret-loi du 14 juin 1938 pris en
application de la loi du 13 avril 1938 et
modifiant la loi du 9 avril 1898;

Vu le décret du 28 septembre 1938 sur
l'organisation des régions économiques,

Décète:

Art. 1^{er}. — Le décret du 28 septembre
1938 sur l'organisation des régions écono-
miques est modifié comme suit:

Art. 1^{er}. —

La quatorzième région économique (cen-
tre administratif Nancy) est formée par les
chambres de commerce de Charleville,
Sedan, Châlons-sur-Marne, Reims, Bar-le-
Duc, Troyes, Saint-Dizier, Nancy, Epinal,
Saint-Dié, Metz.

La quinzième région économique (cen-
tre administratif Paris) est formée par la
circonscription de la chambre de com-
merce de Paris.

.
La dix-huitième région économique (cen-
tre administratif Dijon) est formée par les
chambres de commerce de Dijon, Beaune,
Auxerre, Sens, Chalon-sur-Saône, Mâcon,
Lons-le-Saunier.

La vingtième région économique (centre
administratif Versailles) est formée par les
chambres de commerce de Versailles, Cor-
beil, Chartres, Meaux, Melun.

Art. 2. — Le ministre du commerce et
le ministre des finances sont chargés, cha-
cun en ce qui le concerne, de l'exécution
du présent décret, qui sera publié au *Jour-
nal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Lois et décrets (p. 11443)

Ministère du Commerce

-
Rectificatif
-

Organisation des régions économiques.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 septembre 1938 :

Page 11352, 2^e colonne, avant-dernière ligne, au lieu de : « Corbelle », lire : « Corbell » ; 3^e colonne, 4^e et 5^e ligne, au lieu de : « Strashbourg », lire : « Strasbourg ».

Page 11353, 1^{re} colonne, 70^e ligne, au lieu de : « peuvent se tenir dans une chambre autre que celle désignée », lire : « peuvent se tenir au siège d'une chambre autre que celle désignée » ; 3^e colonne, 37^e ligne, au lieu de : « approuvé par le ministre », lire : « approuvé par le ministre du commerce ».

Page 11354, 1^{re} colonne, 7^e et 8^e ligne, au lieu de : « relatifs à la création, la constitution, l'organisation et le fonctionnement des groupements économiques régionaux », lire : « relatifs à la création, à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement des groupements économiques régionaux ».